



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES
INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Première réunion ordinaire de 2022
3 et 4 février 2022
Réunion virtuelle

OEA/SER.E
GRIC/O.1/doc.91/22
13 avril 2022
Original: espagnol

RAPPORT FINAL

M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets des Amériques et Président de la réunion du GRIC, a souhaité la bienvenue aux coordinateurs nationaux du processus des Sommets, aux délégués, au Secrétaire général de l'OEA et aux représentants des institutions du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC). La liste des participants a été publiée dans le document [SIRG/O.1.doc.92/22 rev. 1](#).

Remarques d'ouverture de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets

Les remarques prononcées par M. Kevin O'Reilly, Président du GRIC, ont été publiées dans le document [GRIC/O.1/INF.25/22](#).

Le Président a remercié les personnes présentes pour leur participation à la première réunion ordinaire de 2022 du GRIC et il a annoncé l'ouverture officielle des discussions sur le calendrier du Sommet et les procédures de travail, ainsi que sur les projets d'engagements politiques. Il a annoncé que le thème du prochain Sommet serait le suivant : "Construire un avenir durable, résilient et équitable". Il a ajouté qu'il était attendu que le Sommet réponde aux besoins et aux priorités des populations du continent américain et il a souligné que les États-Unis s'engageaient à rassembler la région pour relever les défis communs.

Remarques de Monsieur Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA

Les remarques de M. Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA, ont été publiées dans le document [GRIC/O.1/INF.26/22](#).

Le Secrétaire général de l'OEA a souligné divers résultats du processus des Sommets, tels que l'adoption de la Convention interaméricaine contre la corruption, la Charte démocratique interaméricaine et l'Engagement de Lima. Il a également évoqué les avancées normatives découlant de l'Engagement de Lima, et il a souligné le rôle joué par son Mécanisme de suivi et de mise en œuvre dans le renforcement des capacités des États, en coordination avec le GTCC.

De même, il a appelé à approfondir la coopération sur les questions identifiées par les acteurs du Sommet, afin de renforcer le système interaméricain en tenant compte des problèmes soulevés par les citoyens de la région. Il a également encouragé les coordinateurs du Sommet à prendre en compte les recommandations du GTCC et des processus ministériels.

1. Présentation des plans des forums des parties prenantes

a. Exposé de M. Neil Herrington sur le Quatrième Sommet des entreprises de la Chambre de commerce des États-Unis

Dans son intervention, M. Herrington a souligné qu'il était impératif que les secteurs public et privé de la région coopèrent pour parvenir à un consensus et élaborer un plan d'action politique qui stimule un relèvement économique inclusif, durable, équitable et résilient. De même, il a expliqué qu'à l'occasion du Sommet des chefs d'entreprise [CEO Summit], la Chambre de commerce des États-Unis pouvait réunir un consensus autour d'un ensemble de priorités qui permettent de stimuler le relèvement du continent américain, notamment en promouvant les échanges et des chaînes d'approvisionnement résilientes, en mobilisant la puissance de la numérisation pour renforcer la transparence, l'inclusion et la croissance, en améliorant la résilience des secteurs de la santé dans le continent, en consolidant l'engagement de la région en faveur de l'État de droit, en accélérant la transition vers l'énergie verte et en assurant l'autonomisation des petites et moyennes entreprises.

b. Exposé du *Young Americas Business Trust* (Fonds d'affectation spéciale pour les jeunes entrepreneurs des Amériques) sur le Forum des jeunes des Amériques

L'exposé sur le Forum des jeunes des Amériques a été présenté par Mme Valerie Lorena et a été publié dans le document [GRIC/O.1/INF.28/22](#).

Mme Lorena a parlé de la nécessité d'impliquer les jeunes et de créer des espaces pour leur participation. Elle a énuméré les quatre principales préoccupations de ce groupe, à savoir le changement climatique, la COVID-19, la collaboration avec les jeunes et la lutte contre la corruption. Enfin, elle a annoncé que la sixième édition se tiendrait la semaine du 6 juin à Los Angeles, en prélude au Neuvième Sommet des Amériques, sur le thème de la jeunesse des Amériques en tant que partenaire pour la prospérité, et elle a invité les participants du GRIC à étudier de près les propositions du Forum.

c. Exposé de l'Ambassadeur James Lambert, Secrétaire aux questions continentales à l'OEA, sur le Forum de la société civile

L'exposé sur le Forum de la société civile a été présenté par l'Ambassadeur James Lambert et a été publié dans le document [GRIC/O.1/INF.29/22](#).

L'Ambassadeur Lambert a souligné que depuis le début, les Sommets des Amériques avaient encouragé la participation de la société civile et que le Secrétariat aux Sommets avait créé différents espaces en vue de leur participation. Il a décrit les activités envisagées entre février et mai 2022, notamment la création de groupes de travail thématiques et régionaux, et le dialogue continental entre les porte-parole régionaux et les responsables gouvernementaux. Il s'est également étendu sur le processus de participation au Neuvième Sommet, en abordant la question de demande de participation et celle de l'accréditation.

En ce qui concerne les activités qui se dérouleront pendant le Neuvième Sommet, il a souligné le Forum continental de la société civile et des acteurs sociaux, qui comprend une foire aux initiatives et des ateliers thématiques. Il a également expliqué que la deuxième activité envisagée était

le Dialogue entre la société civile et les hautes autorités gouvernementales, tout en avançant les plans visant à mettre au point une table ronde des parties prenantes, dans le cadre du Sommet. Enfin, il a énuméré les forums qui ont été institutionnalisés par le processus des Sommets, notamment le Forum de la société civile et des acteurs sociaux, le Sommet des entreprises des Amériques et le Forum des jeunes des Amériques, en appelant à la participation active d'autres acteurs qui prennent également part au processus, y compris, entre autres, les personnes d'ascendance africaine, les organisations de femmes.

2. Examen et approbation du calendrier provisoire et des procédures de travail du Neuvième Sommet des Amériques

Présentation du calendrier provisoire et des procédures de travail par M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets

M. Kevin O'Reilly a présenté au GRIC, pour examen, les projets de calendrier provisoire et de procédures de travail pour le Neuvième Sommet des Amériques. Ses observations ont été publiées dans le document [GRIC/O.1/INF.30/22](#).

M. O'Reilly a indiqué qu'une réunion du GRIC était prévue toutes les trois à quatre semaines jusqu'à la fin du mois de mai, et qu'il était envisagé de tenir, avant le Neuvième Sommet, une réunion du GRIC au niveau ministériel, dont la date serait communiquée ultérieurement. Il a également annoncé qu'il était prévu de tenir, à la mi-mars, une réunion du bureau du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC).

De même, il a expliqué que, plutôt qu'une seule déclaration de consensus, il était proposé que le GRIC négocie cinq engagements distincts à l'appui du thème du Sommet. En ce sens, il a annoncé qu'il était entendu que cela puisse signifier que le GRIC aille de l'avant, avec une large coalition de partisans, si l'on ne parvenait pas à un consensus sur certains de ces engagements. Il a également expliqué que des groupes de travail thématiques informels seraient mis en place pour affiner les engagements, entre les réunions du GRIC, et il a invité les pays à diriger ou à diriger conjointement ces groupes.

Observations des délégations

Les délégations du Venezuela, d'El Salvador, du Pérou, du Paraguay, de la Colombie, de l'Équateur, de l'Argentine et de la Trinité-et-Tobago ont indiqué qu'elles soutenaient le calendrier et la méthodologie de travail proposés.

M. Demóstenes Quijada, délégué du Venezuela, a réitéré la demande faite par son coordinateur national lors de la dernière réunion du GRIC d'inclure le mot "inclusif" à la fin du thème du Sommet, car cela permettait de refléter l'esprit général du Sommet. De même, il a indiqué que sa délégation demanderait l'incorporation de la question de la crise migratoire dans le continent américain en tant qu'un des thèmes centraux en raison de son impact sur la région.

Mme Rina Yessenia Lozano, Coordinatrice nationale d'El Salvador pour les Sommets, a reconnu qu'il était essentiel de préparer les éléments qui seraient discutés lors de la réunion de la

présidence et du bureau du GTCC, le 14 mars, afin de mettre à profit cet espace de concertation. Dans le même temps, elle a fait part de son intérêt à se joindre aux groupes de travail sur le Plan d'action pour la santé et la résilience, sur l'accélération de la transition vers l'énergie propre, et sur le Programme d'action régional pour la transformation numérique.

En ce qui concerne les projets d'engagements politiques, l'Ambassadeur George Talbot du Guyana a demandé des éclaircissements sur l'idée de ne pas inclure d'engagements spécifiques liés à la croissance et à la prospérité.

Le ministre Raúl Martínez, délégué du Paraguay, a mentionné que l'on cherchait à ménager des espaces de négociation informels, afin de donner aux délégations le temps d'examiner les documents. Il a également demandé si les réunions des groupes de travail devaient avoir lieu avant la Deuxième Réunion du GRIC, et si leurs présidences devaient être approuvées par le GRIC ou désignées par les États-Unis. Enfin, il a demandé si la participation aux groupes de travail était ouverte à tous les États.

La présidence a indiqué que des lignes directrices générales avaient été établies pour chaque domaine de travail, et il a noté que, tout en opérant dans ce cadre, les groupes de travail avaient pour objectif d'élaborer des propositions plus détaillées. M. O'Reilly a ajouté que la participation aux groupes de travail était ouverte à toutes les délégations du GRIC, et il a précisé qu'ils commenceraient leurs activités après la première réunion du GRIC. En ce qui concerne la question de l'équité et des documents distribués, le Président a indiqué qu'il était attendu que ce concept soit transversal à toutes les priorités présentées.

M. Mauricio Baquero Pardo, délégué de la Colombie, a souligné que le thème choisi reflétait la situation subie ces dernières années. Il a notamment relevé les facteurs de la durabilité, de l'équité et de la démocratie, tout en faisant une mention spéciale de l'intérêt que porte la Colombie au Groupe de travail sur le Programme d'action régional pour la transformation numérique. Il a également remercié les représentants des forums de parties prenantes pour leurs exposés, car il considère que l'implication de ces acteurs est essentielle dans la préparation du Neuvième Sommet.

M. Maximiliano Barbosa Fraga, Coordinateur national du Brésil pour les Sommets, a souligné que les documents distribués constituaient une bonne base pour les discussions qui commencent. En ce qui concerne les procédures de travail, il a demandé si le document conceptuel examiné à la réunion antérieure du GRIC ferait l'objet de discussions, s'il était attendu que les pays participants soutiennent les cinq projets d'engagements présentés, et il a demandé plus de détails sur la manière dont la participation de la société civile et, en particulier, celle du secteur privé, était organisée. Il a également demandé si le Gouvernement des États-Unis ou la Chambre de commerce des États-Unis prenaient des contacts directs avec le secteur des entreprises dans les pays participants. En outre, il a proposé de mettre en place des points de contact au sein du gouvernement du pays hôte et du Secrétariat aux Sommets afin d'apporter des éclaircissements sur les questions de procédure au cours de ce processus préparatoire.

D'autre part, le Coordinateur national du Brésil a mentionné que, contrairement aux autres thèmes, celui relatif à la croissance et à la prospérité équitables n'avait pas donné lieu à un projet d'engagement spécifique. À cet égard, il considérait que ce thème était d'une grande importance pour le Sommet, de même que l'investissement et la lutte contre la pauvreté, et les références aux chaînes

d'approvisionnement et aux échanges commerciaux. Il a demandé que ces points soient intégrés plus clairement dans les documents, ou qu'un document distinct soit mis au point.

Le Président a expliqué que les documents distribués en vue de la Deuxième Réunion du GRIC avaient été élaborés dans le but d'être discutés plutôt qu'adoptés. Il a également indiqué que, compte tenu des retards imposés par la pandémie et du peu de temps disponible, il pouvait y avoir des questions pour lesquelles il n'y aurait pas suffisamment de temps pour parvenir à un consensus, ajoutant que, si tel était le cas, des efforts seraient faits pour trouver des domaines possibles d'accord plus large. En ce qui concerne les points de contact, il a expliqué qu'il travaillerait en collaboration avec le Secrétariat aux Sommets et qu'il consulterait ses homologues sur cette question.

L'Ambassadeur Diego Morejón Pazmiño, Coordinateur national de l'Équateur pour les Sommets, a soutenu les thèmes proposés et a souligné l'intérêt de son pays pour le thème "Notre avenir vert", en rappelant son action mondialement reconnue en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique.

L'Ambassadeur Juan Carlos Valle Raleigh, Coordinateur national de l'Argentine pour les Sommets, a exprimé l'intérêt de son pays pour la coordination du groupe de travail sur la santé et résilience. En même temps, il a souligné que sa délégation avait également constaté que le seul document qui manquait était un document sur la croissance assortie de prospérité et d'équité. À cet égard, il a suggéré de faire un effort supplémentaire pour couvrir cette question, et il a expliqué qu'il ne voyait pas de possibilité de l'inclure dans un des autres domaines. Il a ajouté que le relèvement économique après la pandémie était probablement la plus grande préoccupation des Amériques, et que le Sommet était l'occasion d'y répondre. Enfin, il a déclaré que la présence de l'Argentine à la réunion n'impliquait pas la reconnaissance des délégations qui n'avaient pas été dûment désignées par leur gouvernement.

Le Président a remercié le Coordinateur national de l'Argentine pour les priorités présentées et il a ajouté que les États-Unis partageaient et reconnaissaient les aspects susmentionnés. Il a également fait remarquer que cela avait été un plaisir pour son pays de travailler avec de nombreux gouvernements du continent américain pour répondre aux défis en matière de santé, au moyen de la coopération scientifique et de dons de vaccins, et il a indiqué que son pays souhaitait continuer à travailler dans cet esprit tout au long de ce processus.

L'Ambassadeur Gustavo Alvarez, Coordinateur national adjoint de l'Uruguay, a dit que sa délégation ne voyait aucun problème concernant le calendrier. En même temps, il a expliqué que son pays présenterait ultérieurement ses vues sur les projets d'engagements politiques, après des consultations internes. Enfin, il a réitéré la volonté de l'Uruguay à participer aux groupes de travail.

La délégation d'El Salvador a réitéré son intérêt de diriger les groupes de travail sur le Plan d'action pour la santé et à la résilience, sur l'accélération de la transition vers l'énergie propre, et sur le Programme d'action régional pour la transformation numérique.

M. Efrain Guadarrama Perez, Coordinateur national du Mexique, a affirmé que sa délégation voyait de manière positive le thème du Neuvième Sommet, étant donné qu'il couvrait les défis actuels et reflétait l'intérêt du continent américain à prendre en compte le relèvement après la pandémie. En ce qui concerne les projets d'engagements, il a indiqué qu'ils seraient transmis à son gouvernement afin de recueillir ses commentaires.

La Coordinatrice nationale adjointe du Guatemala, l'Ambassadrice Ana Isabel Carrillo Fabián, a expliqué que sa délégation souhaitait participer à tous les groupes de travail. Elle a également demandé plus de renseignements sur les modalités de fonctionnement de ces groupes, et elle a cherché à savoir si les réunions seraient présentielles ou en mode virtuel, et quelle serait leur périodicité.

La délégation vénézuélienne a indiqué qu'elle souhaitait se joindre au groupe de travail sur la gouvernance démocratique.

Le Président a indiqué qu'il était attendu que ces groupes continuent de travailler en mode virtuel, du moins pendant la phase initiale.

L'Ambassadrice Alejandra Solano Cabalceta, Représentante permanente du Costa Rica près l'OEA, a souligné que sa délégation souscrivait au thème proposé. Elle a relevé que les documents distribués lui paraissaient solides, et elle a expliqué que sa délégation menait des consultations internes. En ce qui concerne les groupes de travail, elle a exprimé l'intérêt de son pays à participer au groupe sur la démocratie, bien qu'elle ait indiqué qu'elle souhaitait également contribuer activement aux autres groupes.

L'Ambassadeur Fernando Velasco, Coordinateur national du Chili, a apprécié les renseignements partagés sur le Quatrième Sommet des entreprises, le Forum des jeunes, ainsi que l'exposé sur le Forum de la société civile. De même, il a affirmé qu'il était essentiel de maintenir ces espaces de participation. En ce qui concerne les projets d'engagements, il a souligné qu'ils étaient en cours d'examen et que sa délégation présenterait ses observations par écrit, bien qu'elle convenait en termes généraux de leur pertinence. Il a exprimé son soutien à la nécessité d'inclure la question de la croissance assortie de prospérité et d'équité.

L'Ambassadeur Héctor Arce Zaconeta de la délégation bolivienne a déclaré que toutes les questions soulevées étaient essentielles. Il a également indiqué que les documents seraient évalués et que sa délégation se prononcerait à leur sujet en temps voulu. Il a souligné que la Bolivie défendait les principes de protection des droits humains, de gouvernance démocratique et, surtout, de l'autodétermination des peuples. Enfin, la Bolivie ne cautionnait pas la présence à la réunion de délégations qui n'avait aucune légitimité ni pouvoir de représentation.

Le Coordinateur national de la Trinité-et-Tobago pour le Sommet, l'Ambassadeur Anthony W.J. Phillips-Spencer, a remercié le Secrétaire général de l'OEA pour ses remarques. Il a souligné que, la dernière Assemblée générale avait permis d'adopter un certain nombre de résolutions qui pourraient facilement s'inscrire dans la voie tracée par la présidence. Il a également salué les exposés présentés dans le cadre des forums des parties prenantes, notamment ceux des jeunes et du secteur privé. Il a ajouté que la Trinité-et-Tobago avait déjà mené des consultations sur la question avec le soutien du Secrétariat aux questions continentales et du Secrétariat aux Sommets des Amériques.

En ce qui concerne les groupes de travail, il a dit que sa délégation se félicitait de l'occasion d'apporter sa contribution dans les domaines dans lesquels elle avait un intérêt et une capacité importante, et il a demandé des éclaircissements sur le processus concernant les fonctions de direction des groupes. En ce qui concerne les cinq projets, il a reconnu l'effort consenti afin que les thèmes transversaux soient reflétés dans les cinq documents. Il a cité l'exemple du thème de la santé

et de la résilience, qui lie de façon précise les réalités de la santé et de la résilience. Dans le même temps, il a suggéré de l'élargir en y incluant les dimensions de la résilience, notamment les facteurs sociaux, économiques et environnementaux. Il a ajouté que cela pourrait être un moyen adéquat de prendre en compte les préoccupations relatives à l'inclusion de la dimension économique du relèvement.

Le Président a souligné qu'il attendait des groupes de travail qu'ils mettent à profit l'expertise des institutions du GTCC, en s'appuyant sur eux en leur qualité d'observateurs. En ce qui concerne les modalités des événements, il a expliqué qu'une grande partie du travail s'effectuerait en mode virtuel jusqu'au mois de juin et qu'il espérait que, plus près de la date du Sommet, les événements se dérouleraient en présentiel. Quant aux groupes de travail, il a souligné qu'il était attendu que les travaux se déroulent en anglais et en espagnol et que la participation aux groupes soit ouverte à tous les États membres.

Le document n'ayant fait l'objet d'aucune observation supplémentaire, le Calendrier conceptuel du Neuvième Sommet des Amériques a été approuvé et publié dans le document [SIRG/O.1/doc.66/22 rev. 1](#).

3. Débat sur le projet d'engagement politique "Plan d'action pour la santé et la résilience dans les Amériques"

Exposé de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets

Le Président a annoncé que cinq projets d'engagements politiques avaient été élaborés, y compris d'abord une proposition de "Plan d'action pour la santé et la résilience dans les Amériques", qui vise à renforcer les systèmes de santé et la préparation aux pandémies ; deuxièmement, le thème "Notre avenir vert", pour faire face à la crise du changement climatique par la préservation et la restauration des écosystèmes ; troisièmement, "Accélérer la transition vers une énergie propre", pour établir des définitions claires et accroître les échanges commerciaux et les investissements ; quatrièmement, le "Programme d'action régional pour la transformation numérique", dans le but d'adopter des principes communs et d'établir le premier programme d'action régional pour la transformation numérique ; et cinquièmement, le "Plan d'action interaméricain pour la gouvernance démocratique", qui définit des actions concrètes pour mettre en œuvre les engagements communs de la région en matière de démocratie, de transparence, de lutte contre la corruption et de participation des citoyens. Le Président a ajouté que les quatre premiers documents, qui décrivaient les mesures que les gouvernements prendraient après le Neuvième Sommet, seraient adoptés lors du Neuvième Sommet.

M. O'Reilly a également annoncé que le premier projet d'engagement à discuter serait le Plan d'action pour la santé et la résilience dans les Amériques, qui a été distribué dans le document [SIRG/O.1/doc.67/22](#). Il a souligné que ce projet propose aux dirigeants de s'engager en faveur d'un plan d'action interaméricain visant à renforcer la capacité et la résilience des systèmes de santé et la préparation aux pandémies, et de charger les ministres et les autres autorités compétentes de parvenir à un consensus sur ce plan d'action d'ici le Dixième Sommet. Il a également souligné que, dans le cadre de ce plan, il était proposé que les dirigeants adoptent une approche pangouvernementale pour faire face aux problèmes systémiques et favoriser un relèvement inclusif qui tienne compte des

problèmes intersectionnels auxquels sont confrontées les communautés vulnérables et marginalisées de par l'histoire.

Observations des délégations

Les délégations du Pérou, d'El Salvador, de la Trinité-et-Tobago, de la Jamaïque, de la République dominicaine, du Paraguay, de la Barbade et du Guatemala ont exprimé leur soutien au projet d'engagement politique présenté, "Plan d'action pour la santé et la résilience dans les Amériques". Dans le même temps, les délégations d'El Salvador, de l'Argentine, de la Jamaïque, de la République dominicaine, du Guyana et du Paraguay ont souligné qu'elles menaient des consultations internes afin de fournir davantage de renseignements sur leur position.

Le Coordinateur national du Pérou, Paul Fernando Duclós Parodi, a souligné que la solidarité et l'équité devaient être incluses en tant qu'éléments qui sous-tendent le Plan pour la santé et la résilience, dans la mesure où la couverture sanitaire universelle et l'accès à des services de santé de qualité, aux médicaments et aux vaccins devaient être l'horizon commun vers lequel il fallait tendre, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. Il a souligné que sa délégation estimait qu'il était nécessaire de prendre en compte d'autres questions centrales telles que les inégalités dans le développement des systèmes de santé, l'impact de la pauvreté en tant que principal facteur du manque d'accès aux services, ainsi que la nécessité que les institutions financières internationales accordent des financements à des conditions favorables. Il a également souligné l'importance de la coopération et du transfert de technologies pour étendre et améliorer la prestation des services de santé. Enfin, il a exprimé la volonté du Pérou de diriger conjointement les travaux sur ce thème, ainsi que ceux concernant la gouvernance démocratique.

L'Ambassadrice Wendy Jeannette Acevedo, déléguée d'El Salvador, a souscrit à l'idée de renforcer la formation des professionnels, de leur fournir davantage d'outils technologiques et de faire avancer la recherche scientifique. Elle a également offert de soutenir et de diriger le groupe de travail. La déléguée a mentionné diverses politiques mises en œuvre par son gouvernement pour faire face à la crise de COVID-19, tout en soulignant sa reconnaissance à l'Organisation mondiale de la Santé.

Le Coordinateur national de la Trinité-et-Tobago a demandé d'envisager d'exprimer dans une perspective plus large l'impact de l'expérience de la pandémie sur la résilience, et il a reconnu qu'au-delà des problèmes médicaux qui risquaient de compromettre la résilience, il convenait de relever des défis liés à la vie sociale et économique. À cet égard, le coordinateur a souligné que le document pourrait être renforcé en abordant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résistance aux antimicrobiens et la nécessité d'une approche politique intégrée pour tirer profit de ce qui a été proposé comme un programme "unique de santé".

Mme Sarah Cohen, Coordinatrice nationale du Canada, elle a évoqué le calendrier du plan, et elle a relevé son alignement sur les objectifs de développement durable (ODD), et elle a soutenu l'idée d'apporter des réponses à la pandémie qui soient centrées sur l'humain, ainsi que l'accent mis sur l'équité, l'égalité et l'intersectionnalité. Dans le même temps, elle a affirmé que le Canada se félicitait de l'ajout d'une référence aux migrants en tant que groupe vulnérable important pour la région. De même, elle a annoncé que sa délégation travaillerait avec les autres gouvernements pour renforcer la formulation du texte en ce qui concerne la nécessité d'une action sensible aux questions de genre, les stratégies visant à collaborer avec les organisations de défense des droits de la femme et à trouver des moyens de souligner l'importance de l'accès aux services de santé sexuelle et génésique.

Elle a ajouté qu'elle prenait note de la proposition d'examiner les mécanismes actuels de financement du développement, tout en établissant des liens avec les institutions financières internationales et le secteur privé afin de renforcer les systèmes de santé. À cet égard, elle a cité l'initiative sur *le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà*, menée par le Canada et la Jamaïque, et elle a suggéré que celle-ci pourrait être utile pour trouver des options politiques et définir le plan d'action. Enfin, elle a reconnu le problème que représentait le changement climatique pour les systèmes de santé, et elle a encouragé une discussion sur la mise en place de systèmes de santé incluant des mesures d'adaptation au climat.

L'Ambassadeur Valle Raleigh a réitéré que l'Argentine était disposée à présider le groupe sur la "Santé et la résilience". Dans le même temps, il a souligné que la question était traitée dans le plan d'autosuffisance en matière de santé, dans le cadre de la CELAC et de la CEPAL.

Le Président a remercié le Coordinateur national de l'Argentine et il a souligné que le projet d'engagement abordait le problème de la pandémie et comment ses effets, dont beaucoup avaient un impact économique et social important, recoupaient plusieurs thèmes.

L'Ambassadrice Janice Miller, Coordinatrice nationale de la Jamaïque, a également soutenu l'idée de traiter ce document selon une approche globale. Elle a soutenu l'accent mis sur une stratégie centrée sur l'humain, mais elle a souligné que cette stratégie ne devait exclure aucun groupe particulier, ajoutant que son pays allait présenter des observations sur la question.

L'Ambassadrice Anabel Bueno de la République dominicaine a évoqué les axes du document sur l'évaluation des besoins pour le relèvement face aux impacts de la COVID-19 en République dominicaine, qui sont les suivants : la protection sociale et la réduction des inégalités, le relèvement social inclusif et transformateur, le relèvement économique durable qui accélère le changement, la durabilité environnementale et la réduction des risques pour répondre à la crise et en tirer des enseignements, et la gouvernance et la transformation numérique pour la résilience. D'autre part, elle a réaffirmé son engagement à stimuler l'intégration régionale et elle a souligné que pour surmonter les défis liés à la pandémie, la gestion axée sur le développement durable, les institutions démocratiques et le respect des droits humains étaient essentiels.

L'Ambassadeur Talbot de la délégation du Guyana a soutenu la nécessité de traiter, selon une perspective plus large, la question de la résilience dans le document, en particulier la dimension économique de la croissance. Il a appelé à une réflexion plus claire sur l'importance de renforcer l'ensemble de la chaîne de réponse aux situations sanitaires, en mettant l'accent sur la production de vaccins et les technologies.

Le Président a souligné l'importance de travailler ensemble pour coordonner les chaînes d'approvisionnement médicales, renforcer la coopération et accroître les échanges d'informations. Il a ajouté que le texte accordait la priorité à des objectifs ambitieux en matière de santé publique, ainsi qu'à l'amélioration de la coordination régionale afin d'accroître la sécurité en matière de santé dans le but de parvenir à une plus grande résilience.

Le Coordinateur national de l'Équateur a appelé les pays du continent américain à œuvrer pour une distribution équitable des vaccins et à renforcer les capacités de production de médicaments et les technologies, à redynamiser l'immunisation en tant que bien public et à demander aux

institutions financières internationales d'accorder un financement à des conditions favorables. À cet égard, il a suggéré de promouvoir les initiatives de dialogue avec l'OPS et l'OMS pour l'acquisition de vaccins et de technologies, de créer une plateforme régionale pour la production d'intrants, de promouvoir le transfert de technologies pour la production de vaccins et de mettre au point une banque de données en matière d'accès aux technologies pour la lutte contre la COVID-19, entre autres.

L'Ambassadeur Carlos Ramiro Martínez, Coordinateur national du Paraguay, a souligné que certaines parties du document posaient problème car elles allaient au-delà du cadre de leur législation, mais il a déclaré qu'il apporterait des suggestions constructives à cet égard.

L'Ambassadeur Noel Lynch, Représentant permanent de la Barbade près l'OEA, a souligné la nécessité de mettre l'accent sur le volet de la préparation à la pandémie. Il a notamment abordé la question de la résistance aux antimicrobiens.

L'Ambassadrice Carrillo Fabián du Guatemala a souligné la nécessité d'œuvrer à la promotion de l'harmonisation et de la convergence des normes régissant les systèmes de santé dans les Amériques, d'examiner les mécanismes de financement dans le domaine stratégique visant à améliorer la réponse institutionnelle, et d'aborder les droits humains et l'accès à ces droits dans tous les aspects du plan d'action. Enfin, elle a souligné son intérêt à faire partie du groupe thématique.

La délégation de la Colombie a souligné que le plan d'action pour la santé et la résilience devait être mis en œuvre dès que possible, et elle a donc demandé d'avancer la date de 2030 fixée au premier paragraphe. Deuxièmement, sa délégation souscrivait à l'idée de mentionner tout particulièrement les migrants en tant que groupes vulnérables. Enfin, en ce qui concerne les mécanismes de financement, elle a souligné que la question devait porter non seulement sur la résilience mais aussi sur la sécurité en matière de santé, raison pour laquelle elle demandait que ce terme figure au point c du troisième paragraphe.

Le Président a remercié toutes les délégations et a donné la parole aux représentants du GTCC qui souhaitaient présenter leur point de vue sur ces engagements.

Mme Mary Lou Valdez, Directrice adjointe de l'Organisation panaméricaine de la Santé, a salué l'inclusion de la santé et de la résilience comme l'un des piliers du programme du Sommet. Elle a également souligné que, compte tenu du contexte actuel, il serait essentiel de reconnaître que l'on ne pouvait parvenir au relèvement et à la résilience que si l'on investissait dans la santé. Elle a affirmé que les éléments inclus dans le plan d'action constituaient un bon point de départ, notamment en ce qui concerne l'expansion des capacités de production, le renforcement de la préparation et de la réponse aux pandémies et de l'aide humanitaire, ainsi que la mise en place de systèmes de santé résilients.

4. Débat sur le projet d'engagement politique "Notre avenir vert"

Exposé de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets

M. O'Reilly a présenté le projet d'engagement politique : Notre avenir vert, qui a été distribué dans le document [GRIC/O.1/doc.68/22](#). Il a souligné que le document proposait des engagements

pour faire avancer la "Déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres", les engagements pris en matière de déforestation et de préservation à l'échelle nationale, ainsi que les efforts régionaux visant à éliminer la déforestation et à préserver les écosystèmes ; diminuer le volume de carbone provenant de l'utilisation des terres et accroître le stockage de carbone, par exemple en soutenant l'agriculture intelligente face au climat ; exploiter la puissance des océans et d'autres masses d'eau pour atténuer les changements climatiques, ainsi que pour combattre la pollution causée par des matières plastiques ; et accélérer l'adaptation au changement climatique en mettant en œuvre des plans d'adaptation nationaux, en renforçant la résilience, en établissant des systèmes de suivi et d'évaluation, en partageant les informations et en formant la prochaine génération de décideurs en matière d'adaptation.

Le Président a souligné que cet engagement visait à identifier les domaines dans lesquels le continent américain pouvait être un exemple pour le monde. Il a également reconnu que les personnes les plus touchées par le changement climatique étaient souvent les plus vulnérables. À cet égard, il a expliqué que ces engagements soulignaient l'engagement des parties prenantes en faveur des peuples autochtones, des populations d'ascendance africaine, des femmes et des filles, ainsi que d'autres communautés défavorisées.

Observations des délégations

Les délégations du Panama, du Pérou, de la Jamaïque, du Guyana, du Canada, de l'Équateur, d'El Salvador, de la République dominicaine, de la Colombie et du Guatemala ont manifesté leur soutien au projet d'engagement politique "Notre avenir vert".

Le Panama a souligné qu'il était prêt à travailler à l'amélioration de la rédaction de ces initiatives et il a demandé qu'il soit consigné qu'il y contribuerait par voie électronique.

Le Coordinateur national du Brésil a souligné la nécessité de disposer d'un document spécifique sur le développement, l'intégration économique, les investissements et les chaînes de production. En même temps, il a suggéré que son pays présente une proposition spécifique sur ces questions. En ce qui concerne le document "Notre avenir vert", il a estimé que, contrairement au document sur l'énergie, il présentait un niveau de détail trop élevé qui ne semblait pas correspondre à celui des autres documents, et qu'il dépasserait les limites fixées par la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) et l'Accord de Paris.

D'autre part, il a expliqué que le Brésil avait d'importantes difficultés à souscrire aux paragraphes 1b et 1c. Il a souligné qu'ils contenaient des objectifs qui allaient au-delà du cadre des Sommets, avec une définition des lignes directrices sur le changement climatique qui semblait ne pas être alignées sur les conventions précédentes. De même, il a introduit le concept de responsabilités communes mais différenciées prévu par la Convention de Paris.

Il a également proposé de mentionner l'élimination des subventions agricoles et l'augmentation du financement international de l'action climatique disponible pour les initiatives d'agriculture à faible émission de carbone. Enfin, il a souligné la nécessité d'accroître les ressources financières et technologiques pour les économies à faible émission de carbone dans la région et de renforcer la résilience face aux catastrophes.

Le Coordinateur national du Pérou a annoncé qu'il participerait activement à la négociation du document, tout en demandant que l'on prête attention à la fois aux objectifs proposés et aux moyens de les atteindre. Il a soutenu le principe de responsabilité commune mais différenciée, ainsi que la reconnaissance de la coopération et du financement internationaux comme éléments essentiels à la réalisation des objectifs d'atténuation et d'adaptation. Enfin, il a souligné l'importance de prendre en compte les avancées obtenues et les engagements précédemment pris dans les enceintes multilatérales spécialisées, afin de compléter ces efforts plutôt que de les dupliquer.

L'Ambassadrice Miller de la Jamaïque a souligné l'intérêt de son pays à faire partie de ce groupe. Elle a accueilli avec satisfaction la réduction des risques environnementaux, les lois sur la biodiversité, les mesures d'adaptation et d'atténuation, la gestion durable des déchets et l'attention portée aux déchets marins. Elle a demandé l'inclusion de plans d'action liés à l'océan et à l'économie bleue. Elle a également commenté la nécessité d'intégrer le renforcement des capacités, le financement et la résilience face aux catastrophes.

La délégation du Guyana a noté qu'elle devrait évaluer la cohérence du document avec les priorités nationales du pays ainsi qu'avec ses obligations internationales. La délégation a fait référence à la mention de la Déclaration de Glasgow au paragraphe 1 et a demandé si tous ses engagements étaient clairement conformes à cette déclaration. En ce qui concerne le point "a" de la même section, la délégation a demandé si l'engagement sur la déforestation n'était pas trop limité, étant donné qu'il existait d'autres domaines dans lesquels des progrès pourraient être réalisés. Elle a également demandé que le projet soit davantage axé sur le financement. De même, la délégation du Guyana a fait valoir que l'approche en matière d'atténuation semblait également étroite.

La Coordinatrice nationale du Canada a apprécié l'ambition et la portée du document. Elle s'est félicitée des références faites aux solutions fondées sur la nature, de l'appel à s'associer à la Mission d'innovation agricole pour le climat, de la référence à la nécessité d'impliquer les peuples autochtones et d'intégrer les connaissances traditionnelles dans l'élaboration des politiques, de la création d'un groupe de travail pour lutter contre la pollution plastique des océans, et des travaux visant à prévenir la déforestation et à restaurer les écosystèmes. Dans le même temps, elle a annoncé que le Canada s'efforcerait de renforcer le document afin d'y inclure des références spécifiques aux lois sur la biodiversité. Elle a également exprimé l'engagement de son pays à renforcer la formulation du document en ce qui concerne le changement climatique, les femmes et les filles, et leur rôle en tant qu'agents du changement.

La délégation de l'Équateur a énuméré diverses politiques nationales et accords internationaux visant à renforcer la protection de l'environnement. Elle a également abordé le concept de responsabilités partagées mais différenciées. Enfin, elle a exprimé sa volonté de participer au groupe de travail.

La Coordinatrice nationale d'El Salvador a fait remarquer que des consultations étaient en cours avec l'institution chef de file au niveau national. Elle a toutefois convenu de la nécessité de se concentrer sur la préservation des océans, ainsi que sur l'adaptation et la résilience face au changement climatique, et elle a souligné que cela nécessitait un soutien technique et financier. Enfin, elle a salué l'incorporation de la question de la déforestation, de l'eau potable et de l'assainissement, ainsi que de la gestion des déchets solides.

L'Ambassadrice Bueno de la République dominicaine a confirmé qu'elle présenterait des considérations sur les projets d'engagements et elle a annoncé son intérêt à diriger le groupe de travail sur l'avenir vert ou l'énergie, étant donné l'expérience de son pays dans ces domaines. Dans le même temps, elle a reconnu la nécessité d'augmenter le financement en matière d'adaptation.

Le Coordinateur national de l'Argentine a annoncé qu'il présenterait des observations plus détaillées une fois que le groupe de travail serait constitué. Toutefois, il a fait remarquer qu'il ne pouvait pas accepter le titre du document "Notre avenir vert", car le mot "vert" privilégie la dimension environnementale par rapport à la dimension économique et sociale du développement durable, et qu'il estimait donc que le document devrait être intitulé "Notre avenir durable". Il a également réaffirmé que certains des objectifs proposés étaient trop ambitieux, y compris du fait d'initiatives qui pourraient avoir des répercussions économiques négatives sur la durabilité. D'autre part, il a mentionné que certains paragraphes comportaient des questions qui étaient déjà traitées dans d'autres enceintes et sur lesquelles il n'y avait pas encore de consensus, et il a suggéré d'utiliser un langage convenu au niveau international dans les conventions existantes.

La délégation de la Colombie a fait valoir que le document contenait des éléments ambitieux, mais qu'au fur et à mesure de leur discussion, il serait possible d'aboutir à un texte qui reflétait les besoins des États. De même, la délégation a souligné que pour la Colombie, la déforestation, la préservation des écosystèmes et le changement climatique étaient des questions essentielles.

Par ailleurs, elle a fait quelques observations spécifiques sur le texte concernant le point 1c, à propos duquel il a suggéré d'ajouter, après le terme "déforestation", la phrase "d'une manière qui contribue à une plus grande ambition en matière d'atténuation, conformément à la science, afin de maintenir l'objectif de 1,5 degré Celsius de réchauffement de la planète". Au point 1d, elle a demandé de remplacer le mot "éliminer" par "promouvoir l'élimination" ou "continuer à promouvoir l'élimination", car il s'agissait d'un objectif trop ambitieux qui serait assez complexe en ce qui concerne les processus de suivi. Concernant le point 1f, elle souhaiterait remplacer le mot "exiger" par "veiller à", afin que le mot ne soit pas répété. Enfin, pour le quatrième point, elle a demandé de faire référence à la résilience face aux catastrophes.

La délégation du Paraguay s'est engagée à présenter ses considérations sur ce projet dès que possible. Elle a toutefois présenté quelques considérations générales, notamment en souscrivant aux observations faites sur les responsabilités partagées mais différenciées, à la mention du financement et de l'investissement, aux engagements politiques forts, ainsi qu'à l'adoption de pratiques et à la révision des règlements.

La Coordinatrice nationale adjointe du Guatemala a soutenu les observations sur la notion de responsabilités partagées mais différenciées. Elle a également mentionné que lors du Sommet de Glasgow, son pays avait demandé que l'Amérique centrale soit considérée comme une région hautement vulnérable à l'impact des catastrophes naturelles et elle a évoqué la nécessité d'un financement agile de l'action climatique, ainsi que la mise en place d'assurances axées sur des paramètres en matière de reconstruction des infrastructures.

5. Débat sur le projet d'engagement politique "Accélérer la transition vers les énergies propres"

Exposé de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets

M. O'Reilly a présenté le troisième projet d'engagement politique, "Accélérer la transition vers l'énergie propre", qui a été distribué dans le document [GRIC/O.1/doc.69/22](#).

Il a souligné que ce perspective reflétait la reconnaissance de l'urgence croissante de faire face au changement climatique, de réduire les émissions et de créer de nouvelles opportunités économiques qui offrent aux économies de l'énergie propre. Il a donc souligné la nécessité d'agir en établissant des définitions claires et en identifiant les obstacles ainsi que des solutions pour le commerce et l'investissement dans les énergies propres d'ici la fin de 2022.

M. O'Reilly a fait valoir que les Amériques pouvaient donner l'exemple au monde en s'engageant à lutter contre la crise climatique, en s'appuyant sur les résultats de la COP26. Il a également proposé que tous les pays se joignent aux vingt-quatre pays de la région qui avaient souscrit à l'Engagement mondial en faveur du méthane. Il a expliqué que les États-Unis encourageraient les gouvernements à se joindre aux 15 pays qui soutenaient déjà l'initiative "Les énergies renouvelables en Amérique latine et dans les Caraïbes (RELAC)" (RELAC selon le sigle en anglais).

Observations des délégations

Les délégations de l'Équateur, du Canada, d'El Salvador, de la Colombie, du Guyana, du Pérou, du Guatemala et de la Trinité-et-Tobago ont soutenu la présentation du projet d'engagement "Accélérer la transition vers les énergies propres". De même, les délégations du Salvador, de la Colombie, du Guyana et du Pérou ont souligné que le document faisait l'objet de consultations avec leurs instances nationales respectives.

L'Ambassadeur Morejón Pazmiño de l'Équateur a souligné que la gestion intégrale et durable des ressources, ainsi que les programmes de promotion de la durabilité énergétique et l'élaboration de politiques nationales globales favoriseraient une transition énergétique. Il a également souligné le rôle des partenariats public-privé, conjointement avec les institutions financières multilatérales, en vue de la réalisation des projets.

La déléguée du Canada a souligné l'intérêt de son pays à travailler dans ce groupe. De même, la déléguée a mentionné que le document était conforme aux priorités du Canada en matière d'énergie propre, notamment sa stratégie d'économie bleue et sa participation au "Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable", qui implique une approche visant à financer l'énergie propre, à développer des infrastructures propres et à mettre à profit des stratégies de relèvement après la COVID-19.

D'autre part, Mme Cohen a souligné la nécessité d'inclure les peuples autochtones dans cette stratégie et elle a évoqué le partage des meilleures pratiques en matière d'infrastructures de transport de l'énergie et d'aménagement urbain inclusive et équitable. De même, tout en se félicitant de l'engagement à mettre fin au financement public de projets nouveaux et incessants de production d'électricité à partir du charbon d'ici la fin de 2022, elle a demandé que ce financement prenne fin

immédiatement et elle a ajouté que les fonds consacrés à la production d'électricité à partir du charbon devaient être retirés conformément au calendrier de l'Accord de Paris. Dans le même temps, elle a reconnu que le pétrole et le gaz restaient des moteurs essentiels de l'économie mondiale, de la sécurité énergétique et de l'innovation en matière de technologies propres. À cet égard, elle a souligné que le Canada continuait de travailler avec ses partenaires du secteur de l'industrie pour faire avancer les nouvelles technologies afin de décarboniser les secteurs du pétrole et du gaz. Enfin, elle a proposé d'œuvrer dans le cadre de ce forum pour assurer le développement de technologies, notamment, entre autres, en matière de stockage d'énergie, de captage et d'utilisation du carbone.

Le Coordinateur national du Brésil a réitéré qu'il semblait y avoir un déséquilibre entre ce document et le document sur l'avenir vert, surtout compte tenu de la contribution de l'énergie au problème du changement climatique. Par ailleurs, il a suggéré d'harmoniser la terminologie en utilisant "efficacité énergétique" au lieu de "conservation de l'énergie" et "adaptation au changement climatique" au lieu de "résilience climatique". De même, en ce qui concerne le paragraphe 4, il a suggéré d'utiliser le terme "atténuation", ainsi que l'expression "conformément aux contributions déterminées au niveau national au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques", et d'utiliser l'expression "pour accélérer le processus de transition énergétique vers une économie à faible émission de carbone". Il a également exprimé des doutes sur la nécessité de maintenir la deuxième partie du paragraphe 8, ainsi que sur les qualificatifs du paragraphe 10. En ce qui concerne le paragraphe 11, il a expliqué que son pays n'avait pas l'habitude de fixer des objectifs contraignants pour le développement de formes particulières d'énergie.

Le Coordinateur national adjoint d'El Salvador a souligné que l'augmentation de l'utilisation d'énergies alternatives était une priorité nationale et il a proposé de présider le groupe.

La délégation de la Colombie a demandé que le troisième paragraphe tienne compte du fait que tous les pays ne disposaient pas des mêmes ressources pour s'adapter aux changements qu'impliquait la fin du financement public dans un délai aussi court. Plus précisément, elle a appelé à réévaluer le caractère raisonnable de l'expression "fin de 2022". Enfin, elle a soulevé la question de la traduction vers l'espagnol de l'expression "*nuevos e incesantes proyectos*" et elle a demandé s'il pouvait s'agir d'une erreur.

Le Guyana a demandé une approche plus détaillée du volet de la croissance économique et il a ajouté que les engagements très ambitieux devraient être soigneusement examinés par ses autorités. En même temps, le Guyana a souligné qu'il n'était pas membre de l'initiative mentionnée au sixième paragraphe. En ce qui concerne le septième paragraphe, il a demandé qu'il soit précisé s'il était attendu que toutes les activités minières soient alimentées par des énergies renouvelables. En ce qui concerne le paragraphe 9, il a demandé une approche plus large de l'affectation des crédits. Enfin, en ce qui concerne le onzième paragraphe, il a indiqué que des consultations seraient menées sur les énergies renouvelables en haute mer.

Le Coordinateur national du Pérou a estimé que le plus grand défi résidait dans la nécessité d'obtenir les moyens nécessaires à une transition énergétique.

La délégation du Guatemala a exprimé son intérêt à contribuer au document.

Enfin, le Coordinateur national de la Trinité-et-Tobago a indiqué qu'il communiquerait une version écrite de ses observations. Il a abordé la notion de transition énergétique juste, tout en

soulignant que le principe d'équité réapparaissait dans ce domaine. Il a également mentionné que la transition énergétique impliquait une résilience à la fois économique et environnementale. De même, il a réitéré l'intérêt de son pays à travailler sur ce projet d'engagement. Cependant, il a relevé qu'il n'était pas fait spécifiquement mention des jeunes et il a appelé à leur participation, ainsi qu'à celle de la société civile.

6. Débat sur le projet d'engagement politique "Programme d'action régional pour la transformation numérique"

Exposé de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets

Le "Programme d'action régional pour la transformation numérique" a été distribué dans le document [GRIC/O.1/doc.70/22](#). Le Président du GRIC a expliqué que ce document proposait une approche succincte de principes partagés, ainsi qu'un engagement à établir le premier programme régional de transformation numérique d'ici la fin de l'année.

M. O'Reilly a déclaré que la COVID-19 et son impact disproportionné sur les populations vulnérables soulignaient l'importance de réduire la fracture numérique. Il a souligné que l'avenir des pays, des citoyens et des entreprises était numérique, et que la capacité de la région à réussir dépendait de plus en plus de la définition d'une vision commune sur la manière d'échanger des informations et de faire en sorte que les personnes soient connectées.

Le Coordinateur national des États-Unis a souligné qu'il était possible de jeter des bases solides pour accroître la compétitivité et la connectivité régionales en établissant des principes communs dans ce domaine. Il a expliqué que les ministres pourraient se réunir par la suite en tenant compte de ces principes communs pour définir des actions mesurables afin d'accélérer la transformation numérique, ce qui à son tour accroîtrait l'innovation, l'équité, l'inclusion, la transparence du gouvernement et la facilité de faire des affaires.

Observations des délégations

Les délégations de la Colombie, de l'Équateur, de la Jamaïque, du Guyana, du Brésil, du Pérou, d'El Salvador, du Canada, de la Trinité-et-Tobago et du Guatemala ont exprimé leur soutien au document présenté, "Programme d'action régional pour la transformation numérique".

La délégation de la Colombie a réitéré son intérêt pour la présidence ou la coprésidence du groupe et elle a déclaré qu'elle enverrait ses observations par écrit.

L'Équateur a fait part de sa volonté de collaborer aux discussions sur cette question. La délégation a ajouté qu'elle attachait une grande importance à la mise en place d'écosystèmes numériques dynamiques et résilients, capables de soutenir les économies, la promotion du respect des droits humains, l'accroissement de la compétitivité et des investissements, ainsi que la réduction de la fracture numérique.

La Jamaïque a dit qu'elle souhaitait que sa candidature soit prise en considération pour la coprésidente de ce groupe de travail et elle a mis en relief l'occasion que représentait l'examen de cette question pour construire une résilience plus forte et plus inclusive dans le processus de relèvement

face à la pandémie. La délégation a énuméré plusieurs programmes et événements que son gouvernement mettait en œuvre à cet égard, et elle a souligné que l'éducation et la formation, la résolution des problèmes de connectivité, la transformation de la manière de faire les affaires, la réduction de la fracture numérique, la transition vers le commerce électronique, pourraient être quelques-uns des catalyseurs de la croissance dans le continent américain.

La délégation du Guyana a annoncé qu'elle participerait de manière substantielle à ce groupe. En outre, la délégation a proposé qu'une attention plus soutenue soit accordée à la réduction de la fracture numérique, tant au sein des pays qu'entre eux. La délégation a également fait valoir que, pour assumer ces engagements de manière effective, le financement, le renforcement des capacités, la coopération internationale, ainsi que la consolidation et l'amélioration des infrastructures numériques étaient des éléments essentiels.

Le Coordinateur national du Brésil a souligné que le document s'inscrivait dans le droit fil des initiatives de son pays, notamment celles développées conjointement dans les enceintes régionales telles que la CEPALC, l'OEA et le MERCOSUR. D'autre part, il a expliqué qu'il présenterait des observations supplémentaires par écrit, bien qu'il ait fait référence de manière préliminaire à deux paragraphes. En ce qui concerne le treizième paragraphe, il a mis en garde contre une possible duplication des efforts. En ce qui concerne le douzième paragraphe, il a fait valoir que celui-ci créerait des engagements qui auraient peu de chances d'être réalisés, en raison de la difficulté de mettre au point des législations interopérables. En ce sens, il a proposé de parler de la promotion de normes et de pratiques exemplaires dans ce domaine.

La délégation du Pérou a fait remarquer que la proposition répondait de manière appropriée à la nécessité d'évaluer l'impact de la transformation numérique sur la reconfiguration politique, économique et sociale du système international, dans la mesure où elle s'inscrivait dans cette tendance pour renforcer la croissance. De même, elle s'est félicitée du fait que les éléments présentés ne visaient pas seulement à améliorer le fonctionnement des gouvernements ou à faciliter l'accès aux services de base ou aux marchés mondiaux, mais aussi à utiliser la technologie de manière responsable et éthique.

L'Ambassadrice Acevedo d'El Salvador a évoqué la possibilité de réduire la fracture numérique d'une manière inclusive et soucieuse de la dimension de genre, et de mettre à la disposition des gouvernements et des particuliers les outils novateurs qui existent dans des domaines tels que le commerce électronique, les technologies financières, la santé et l'éducation. De même, elle a réaffirmé la nécessité de renforcer la coopération sur ces questions et a exprimé sa volonté de partager les expériences de son pays.

La Coordinatrice nationale du Canada a relevé que le texte énonçait clairement les principes de l'inclusion numérique et elle a indiqué qu'elle souhaitait faire partie de ce groupe. Elle a fait référence au fait que son pays présidait la *Coalition pour la liberté en ligne*, et elle a mentionné comment ses piliers d'inclusion numérique étaient alignés sur le document. En outre, elle a réitéré l'idée d'aligner ce travail sur des cadres plus larges tels que la table ronde du Secrétaire général des Nations unies sur l'inclusion numérique, ainsi que sur d'autres initiatives qui visent à promouvoir la participation des citoyens et la sécurité en ligne. Dans le même temps, elle a annoncé que le Canada avait préparé un guide pour la parité hommes-femmes à l'ère numérique, lequel contenait des pratiques exemplaires dans ce domaine, et elle a proposé de le partager afin d'apporter des informations aux délibérations politiques au cours des négociations.

La délégation de la Trinité-et-Tobago a fait part de son intérêt à participer à la rédaction du document et elle a indiqué qu'elle présenterait ses observations par écrit. La délégation a souligné le lien entre la transformation numérique et la croissance, ainsi que la gouvernance, l'égalité et la parité hommes-femmes. En outre, la Trinité-et-Tobago a souligné qu'elle comprenait que les résultats d'une transformation numérique efficace susciteraient une plus grande confiance du public.

La délégation du Guatemala a souligné que, en matière de croissance et de prospérité, il était important de prendre des initiatives axées sur le relèvement, et que l'intégration d'outils numériques était essentielle à cet égard. Elle a expliqué que ces outils pouvaient faciliter le commerce extérieur et stimuler la croissance, et qu'ils avaient assuré la continuité des processus pendant la pandémie. Enfin, la délégation a réitéré son intention de travailler avec ce groupe.

7. Débat sur le projet d'engagement politique "Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique"

Exposé de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets

M. O'Reilly a présenté le cinquième et dernier projet d'engagement politique, "Plan d'action interaméricain pour la gouvernance démocratique", qui a été distribué dans le document [SIRG/O.1/doc.71/22](#).

Le Coordinateur national des États-Unis a souligné que le document présentait des actions concrètes pour mettre en pratique les engagements communs de la région en matière de démocratie, de gouvernance transparente et de bonnes pratiques réglementaires, de lutte contre la corruption, des droits humains, d'État de droit, de diversité, d'inclusion sociale et de parité hommes-femmes, de race et d'équité ethnique. Il a également expliqué que le plan d'action reflétait la nécessité de travailler avec la société civile et le secteur privé pour mettre en œuvre les engagements pris par les dirigeants.

En ce qui concerne les engagements antérieurs en matière de démocratie, M. O'Reilly a souligné que les gouvernements en avaient déjà convenu plusieurs, notamment la Charte démocratique interaméricaine, la Convention interaméricaine contre la corruption et l'Engagement de Lima. À cet égard, il a expliqué qu'il n'était pas nécessaire de promouvoir de nouvelles déclarations, mais plutôt de convenir d'actions visant à mettre en œuvre les obligations existantes, tout en faisant un meilleur usage des mécanismes existants pour encourager les pays qui ne s'étaient pas acquittés desdites obligations à le faire.

Enfin, il a proposé que le plan d'action sur la gouvernance démocratique soit finalisé afin que les autorités puissent l'approuver au Neuvième Sommet et le mettre en œuvre avant le Dixième Sommet.

Observations des délégations

Les délégations du Pérou, du Canada, du Guyana, du Panama, du Costa Rica, de l'Argentine, du Guatemala et de l'Équateur ont exprimé leur soutien au projet d'engagement politique "Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique"

La délégation du Pérou a souligné l'importance d'approfondir les échanges au sein du groupe de travail afin d'aborder les contributions susmentionnées qui, dans certains cas, pourraient même impliquer des réformes constitutionnelles. Elle s'est également félicitée de la reconnaissance de l'Engagement de Lima et a convenu de l'importance de progresser dans la mise en œuvre des mesures qu'il contient. À cet égard, elle a affirmé qu'elle espérait que le transfert de la plate-forme du Mécanisme au Secrétariat aux Sommets pourrait bientôt avoir lieu. En outre, elle a soutenu l'incorporation d'éléments de la déclaration politique adoptée en juin 2021 lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies dirigée par le Pérou. En outre, elle a proposé de diriger le groupe de travail et elle a indiqué qu'elle chercherait à mettre en évidence le lien entre la gouvernance démocratique et la promotion et la protection des droits et libertés fondamentaux.

La Coordinatrice nationale du Canada a proposé de co-présider le groupe et elle a souligné qu'il fallait faire davantage pour renforcer les principes démocratiques dans le continent américain, et que le Sommet était une occasion de continuer à aller dans ce sens. À cet égard, elle a déclaré que le Plan d'action pourrait aider à relever les nouveaux défis pour la démocratie, tels que les technologies émergentes ou les réseaux sociaux, tout en maintenant les engagements pris à Lima pour lutter contre la corruption.

La délégation paraguayenne, tout en réaffirmant son attachement aux principes démocratiques et au respect sans restriction de l'État de droit et de la promotion des droits humains, a indiqué que, après avoir procédé à un examen préliminaire du texte, elle constatait qu'il lui serait difficile de soutenir certains termes. Elle a souligné qu'elle ne ménagerait aucun effort en vue d'un rapprochement axé sur des propositions constructives.

Le Coordinateur national du Brésil a indiqué qu'il souscrivait, pour l'essentiel, à la section A du document, tout en précisant qu'il communiquerait ses observations sur le troisième point car il devait procéder à des consultations internes. Il a également suggéré d'insérer dans le neuvième paragraphe le mot "autorités" avant "autochtones", et d'ajouter les mots "cas prévus par le système juridique national". En ce qui concerne le dixième paragraphe de la section B, il a proposé de créer un nouveau point visant à "Promouvoir des mesures en matière d'intégrité publique afin de renforcer les mécanismes visant à prévenir, détecter, sanctionner et combattre les actes de corruption, la fraude, et les irrégularités ou les manquements sur le plan de l'éthique". En ce qui concerne le point 7 du paragraphe 14, il a déclaré que, en l'absence d'autre mention faite à la coopération dans le document, il convenait de souligner à cet endroit le traitement électronique des demandes de coopération.

La délégation du Guyana a suggéré que les rastafaris soient inclus dans la liste des populations mentionnées dans le projet d'engagement. Elle a également demandé l'ajout de l'expression "et autres ethnies", étant donné qu'il existe de multiples groupes affectés par la désintégration des démocraties. Dans le même temps, la délégation a demandé des éclaircissements sur l'idée qui sous-tend la proposition d'établir un mécanisme régional pour évaluer les menaces nouvelles et émergentes pour la démocratie, ainsi que sur l'idée d'"altération ou de perturbation de l'ordre constitutionnel", mentionnée au paragraphe 2a. En ce qui concerne le paragraphe 3a, elle a proposé d'étudier la manière d'intégrer les personnes handicapées, et pour le neuvième paragraphe, elle a suggéré de remplacer le mot "gouvernements" par "communautés". En ce qui concerne le paragraphe 10c, bien qu'elle soutienne le principe, elle a suggéré de remplacer les recommandations de l'OCDE par des initiatives régionales. Enfin, elle s'est dite préoccupée qu'une prolifération de mécanismes n'ait des répercussions budgétaires.

Le Président a répondu que certains types de désinformation affectaient la gouvernance démocratique et que cette question était un exemple de défis émergents. Il a également pris note du point sur la gouvernance autochtone, bien qu'il ait mentionné que les gouvernements du continent américain avaient des relations conventionnelles avec les communautés autochtones qui, en fait, avaient leurs propres autorités gouvernementales.

M. Ricardo Pichel de la délégation du Panama a annoncé qu'il présenterait des propositions visant à réaffirmer le rôle des personnes vulnérables, y compris les femmes et des personnes handicapées, dans la création d'une société plus inclusive et plus démocratique.

La délégation du Costa Rica a souligné qu'elle voyait un lien entre les garanties démocratiques et la construction de sociétés inclusives, pacifiques et soucieuses du progrès. Elle a également annoncé qu'elle s'engageait à approfondir les efforts pour la mise en œuvre de l'Engagement de Lima et qu'elle se joindrait au dialogue sur les questions de transparence, de responsabilisation, de lutte contre la corruption et sur la nécessité de renforcer l'accès à la justice, la liberté de la presse, la promotion de la parité hommes-femmes dans les politiques.

La délégation de l'Argentine a souligné la nécessité d'examiner la manière dont sont mesurées les nouvelles menaces pour la démocratie. Elle a également abordé la définition du concept de perturbation de l'ordre constitutionnel et a rappelé que ce terme ne figurait ni dans la Charte de l'OEA ni dans la Charte démocratique interaméricaine, qui ne parle que d'altération.

Par ailleurs, elle a mentionné les conseils électoraux indépendants et elle a souligné qu'il convenait de les examiner conformément aux législations nationales de chaque pays. En outre, elle a fait valoir qu'un conseil ne garantissait pas la transparence du processus électoral et qu'il existait des mécanismes alternatifs qui fonctionnaient, tels qu'un système de justice électorale et des organes électoraux autonomes et indépendants. De même, elle a repris la partie du texte concernant l'invitation permanente aux missions d'observation des élections de l'OEA, et elle a averti que l'on pourrait être en train de suggérer de rendre cette invitation obligatoire, auquel cas elle devrait être examinée à la lumière des règles internes des pays. Elle a également souligné la nécessité d'un accompagnement préalable des missions d'observation des élections, qui aille au-delà de l'événement électoral spécifique.

La délégation a relevé que, bien qu'elle partage l'incorporation de questions de transparence et de lutte contre la corruption, ainsi que la participation des citoyens, elle suggérerait de faire référence au programme d'action sur le genre, aux personnes LGBTIQ ainsi qu'aux populations vulnérables. Elle a également souligné l'absence d'une section sur la coopération, le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux, et le renforcement des institutions, faisant valoir qu'une fonction publique qualifiée et la nécessité d'institutions fortes et pérennes étaient les clés de la démocratie.

La délégation du Guatemala a souligné son intérêt à participer au groupe afin que le texte reflète l'engagement de la région en faveur des principes de gouvernance démocratique contenus dans la Charte démocratique, et elle a convenu de la nécessité de donner de la visibilité à l'exécution de l'Engagement de Lima.

Le délégué de l'Équateur a souligné que la protection des droits humains, en particulier en ce qui concerne des personnes vulnérables, est une condition fondamentale de l'existence d'une société démocratique, et il a donc appelé à continuer de renforcer le système interaméricain à cet égard. Il a également réaffirmé la validité de la Charte démocratique en tant qu'instrument de promotion et de protection de la démocratie représentative. Enfin, il a déclaré que son pays continuerait à s'acquitter des engagements pris à Lima, tout en invitant les États à avancer dans la mise en œuvre des recommandations du MESICIC.

La délégation de la Bolivie a expliqué qu'elle procédait aux consultations internes pertinentes, et elle a annoncé qu'elle continuerait de participer aux prochaines réunions. Elle s'est dite préoccupée par la redéfinition du concept d'interruption de l'ordre constitutionnel en utilisant le terme "perturbation" au lieu "[d']altération".

D'autre part, elle a souligné que la Bolivie avait subi une rupture de l'ordre constitutionnel qui avait conduit le pays à mener de profondes réflexions, et elle a indiqué qu'elle les présenterait par écrit car elle considérait qu'il s'agissait d'un Sommet dont les documents approuvés auraient des incidences importantes mais ne remplaceraient pas les traités internationaux qui font partie de l'OEA. En ce qui concerne les missions d'observation des élections, la délégation a souligné que la Bolivie avait toujours été favorable à la participation de l'OEA jusqu'à l'expérience de l'audit électoral d'octobre 2019, dont les résultats, a-t-elle affirmé, avaient été préjudiciables à la démocratie et les institutions. Dans ce sens, elle a affirmé que la perturbation de l'ordre constitutionnel avait été déclenchée par les actions erronées d'une mission d'audit électoral, sur lequel le pays réclamait un audit pertinent.

Le Président a remercié toutes les délégations pour leurs observations et il a donné la parole aux représentants des institutions du GTCC qui souhaitaient présenter leurs vues sur ces engagements.

José Antonio Ardavin de la délégation de l'OCDE a mis en relief l'expérience de l'Engagement de Lima et il a souligné l'importance d'assurer un suivi adéquat pour mettre en œuvre ses dispositions. À cet égard, il a réaffirmé que son organisation avait apporté une contribution en formulant des recommandations concrètes en matière d'intégrité, lesquelles restent valables, selon lui, notamment en ce qui concerne le dernier projet d'engagement. Il s'est également félicité de la référence à la recommandation de l'OCDE concernant les marchés publics tout en proposant d'autres instruments juridiques pertinents. Il a déclaré que beaucoup de ces documents servaient de référence et qu'ils s'inspiraient des meilleures pratiques au niveau régional, comme celui sur l'intelligence artificielle et celui sur la connectivité à large bande, qui sont pertinents pour l'engagement politique sur la transformation numérique. Enfin, il a fait valoir qu'il serait souhaitable de disposer d'un engagement politique en matière de croissance et de prospérité équitables.

8. Considérations finales, questions diverses et clôture de la réunion

L'Équateur a demandé des précisions concernant les groupes de travail, leur établissement, leur composition et leur dynamique de travail.

Le Brésil a demandé que les réunions des groupes de travail ne se tiennent pas simultanément et que les documents envoyés par les États soient mis à la disposition des États qui faisaient partie des groupes de travail.

Le Président a répondu qu'il attendait que le Secrétariat aux Sommets envoie une circulaire clarifiant certaines questions de procédures des groupes de travail.

La délégation du Guatemala a réitéré son engagement envers le processus des Sommets ainsi que son intérêt à travailler dans tous les groupes thématiques, en veillant à ce que les engagements soient respectueux de la culture et de la législation nationale des pays de la région. Enfin, elle a demandé au Secrétariat des Sommets de présenter par écrit des réponses aux questions soulevées à la réunion.

L'Ambassadeur Lambert, Secrétaire aux questions continentales, a déclaré qu'il appréciait l'utilisation du Secrétariat aux Sommets comme canal de communication, en indiquant qu'il travaillerait avec la présidence sur les réponses. Il a fait valoir qu'il serait idéal de transmettre les questions à la fois au Secrétariat et à la Présidence. Il a annoncé qu'une feuille de route sur la manière de procéder à la configuration des groupes de travail devrait être communiqué sous peu, et il a rappelé aux délégations la réunion avec les hautes autorités du GTCC, dont la participation serait ouverte à toutes les délégations.

En l'absence d'autres commentaires, le Président a remercié tous les représentants du GTCC pour leur participation et le rôle qu'ils ont joué pour affiner la réflexion des communautés sur les questions, ainsi que pour aider les pays à préparer des propositions de mandats aussi solides que possible à l'attention des dirigeants du continent américain. Il a également remercié les interprètes et le Secrétariat technique de l'OEA pour le soutien qu'ils ont apporté à la réunion, et il a réitéré qu'il se réjouissait de travailler avec tous afin de préparer un programme ambitieux et orienté vers l'action pour le Sommet de Los Angeles.

Le Président du GRIC a déclaré la réunion close le 4 février à 12 h 13.